

#### Zitierhinweis

Larcher, Syliane : recension de : Laurent Jalabert, La colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours, Paris : Les Indes savantes, 2007, dans : ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2008, 3 - Empires coloniaux, p. 726-728, DOI: 10.15463/rec.1189721320

# Annales

*Histoire, Sciences Sociales*

---

#### copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

passés au crible l'ethnohistoire de la population autochtone, la genèse du mouvement indépendantiste, des micro-histoires de bourgades telles que Touho, et les thèmes relatifs au passé précolonial de l'archipel ou au regard des savants et des photographes sur les Mélanésien. Différentes études sont également consacrées aux changements survenus avec la colonisation – de la construction d'un système sanitaire jusqu'aux nouvelles architectures, de la transformation des formes de pêche à l'établissement de sociétés minières. Plusieurs chapitres traitent des populations non autochtones qui ont marqué le territoire de leur présence : les soldats néo-zélandais en garnison sur *le Caillou* au cours de la guerre du Pacifique, et les travailleurs japonais recrutés pour l'exploitation des mines lors du boom du nickel pendant l'entre-deux-guerres, puis internés et déportés après Pearl Harbour. Parmi ces travaux divers, signalons en particulier la très intéressante étude d'Anne-Laure Jaumouillié sur les « intermédiaires » entre les mondes caldoche et kanak – pasteurs, facteurs, traducteurs et autres passeurs – entre des groupes qui trop souvent se côtoyaient sans réellement se fréquenter.

On ne peut que se réjouir des nombreuses participations de jeunes docteurs et doctorants calédoniens au congrès d'où sont issus ces actes, et de la volonté des chercheurs locaux de trouver de nouvelles approches de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, une histoire longtemps minée par des positions partisans liées à l'héritage colonial et aux « événements » des années 1980. Dans un passé très proche, tandis que, regroupés dans une Société d'études historiques, dans l'attente de la fondation d'une université en Nouvelle-Calédonie, les historiens calédoniens prônaient des recherches sur les pionniers (souvent « héroïques ») de la colonisation, d'autres chercheurs, historiens et anthropologues souvent métropolitains, se penchaient sur l'histoire des Mélanésien avec un jugement plus critique à l'égard du fait colonial. Chaque constat était alors contesté : fallait-il écrire Canaque ou Kanak ? pouvait-on parler de la « préhistoire » de la société mélanésienne composée par les « premiers occupants » des îles ? le territoire demeurait-il une colonie au

sens classique du terme ? Comme le soulignent Frédéric Angleviel et Christiane Terrier dans leurs chapitres historiographiques, de rares auteurs tentaient d'appliquer une méthodologie innovante, et de prendre un certain recul politique face à ces questions.

Ce recueil est-il la preuve de l'émergence d'une véritable nouvelle histoire calédonienne ? Bien que les travaux réunis ici dépassent les clivages habituels des études sur la Nouvelle-Calédonie, cela n'est pas encore certain. En défrichant des terrains jusqu'alors peu travaillés – histoire de l'environnement, interactions entre les communautés mélanésiennes, européennes et asiatiques, bouleversements produits par les guerres mondiales sur une colonie quelque peu perdue dans la « plus grande France » chère aux promoteurs de l'empire ultramarin –, certains chapitres offrent pourtant des jalons pour un renouveau de l'histoire vue de l'intérieur du territoire. Il reste aux spécialistes locaux à replacer l'histoire de la Nouvelle-Calédonie dans un contexte plus large et à dégager les apports que ces recherches livrent à l'historiographie coloniale en général. L'étude des expériences coloniales des espaces insulaires pourrait en effet suggérer des perspectives originales à une historiographie coloniale traditionnellement dominée, pour des raisons tout à fait compréhensibles, par des recherches sur les grands ensembles continentaux. Le fait que ces territoires de l'océan Indien, du Pacifique sud et des Antilles continuent d'exister au sein d'une république qui se veut postcoloniale ne diminue en rien leur intérêt.

ROBERT ALDRICH

### **Laurent Jalabert**

*La colonisation sans nom.*

*La Martinique de 1960 à nos jours*

Paris, Les Indes savantes, 2007, 295 p.

Ce que l'on appelle aujourd'hui l'« outre-mer » français occupe une place relativement marginale – exception faite de recherches dynamiques consacrées à la Nouvelle-Calédonie – au sein des études récentes sur l'histoire coloniale française. À cet égard, on peut affir-

mer que l'histoire de ces anciennes colonies figure un point aveugle de ces travaux. En ce sens on doit saluer la parution de l'ouvrage de Laurent Jalabert consacré à l'histoire post-coloniale de la Martinique, l'une de ces « vieilles colonies » devenues avec la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion un département français par la loi du 19 mars 1946. L'ambition de l'auteur est d'évaluer les effets de la départementalisation en étudiant « la politique menée par Paris pour l'outre-mer [...] à partir de l'exemple de la Martinique ». Au-delà, il entend questionner la portée de l'assimilation des Antilles françaises, et en l'occurrence de la Martinique, à la France. En effet, « Si les données statistiques révèlent brutalement que l'on vit mieux au début du <sup>XXI</sup><sup>e</sup> siècle dans les Antilles françaises que dans le reste de la Caraïbe, est-ce le signe d'une réussite de la politique menée par la France depuis la conquête (1635), appelée pudiquement depuis le début du <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle 'la politique d'assimilation' ? »

Dans une première partie, l'ouvrage présente de façon chronologique l'histoire politique, économique et sociale de l'île, des années 1960 à nos jours. Puis, une « partie thématique », quant à elle, « s'apparente davantage à l'essai historique » selon l'auteur. De belle facture, documenté, le livre fait connaître de nombreuses statistiques relatives à l'organisation sociale et économique de la Martinique d'aujourd'hui. Il aborde les thèmes divers de l'évolution sanitaire et sociale de l'île, de la structure familiale et de la démographie, de la chute de l'économie sucrière, du tourisme, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, du clientélisme politique, en passant par les représentations des Antilles françaises dans la métropole (médias, guides touristiques...), l'organisation de la culture et l'intégration dans la zone caribéenne. Pour comprendre la perception du nationalisme par l'opinion martiniquaise durant les années 1960 et 1970, L. Jalabert fait appel aux sources d'archives, peu connues, des Renseignements généraux. Il investit là un espace jusqu'alors délaissé par les historiens des Antilles.

Si un titre accrocheur laissait espérer une réflexion sur la dimension postcoloniale de l'histoire contemporaine de la Martinique, et donc sur la notion d'héritage ou de legs colo-

nial dans l'une des « vieilles colonies » françaises d'esclavage, le livre, d'un style parfois cavalier, décevra le lecteur attentif et exigeant. Ces notions n'y sont qu'allusivement abordées. La notion d'assimilation, qui admet pourtant des champs lexicaux distincts, ne fait l'objet d'aucune conceptualisation. La seule occurrence de la notion de « culture coloniale », sans qu'elle soit explicitée, renvoie l'auteur à Pascal Blanchard et au *Credo de l'homme blanc* d'Alain Ruscio.

L. Jalabert cherche à démontrer que sous l'avalanche de produits exportés, derrière les indicateurs socio-économiques de bien-être matériel, la Martinique serait en vérité une colonie qui ne s'avouerait pas comme telle. Il rappelle ainsi l'étendue de la dimension économique dans la situation postcoloniale et donne à voir le spectacle du système socio-économique contradictoire et désordonné produit – en partie – par la départementalisation en Martinique.

Cependant, il ignore tout un ensemble de travaux consacrés aux questions coloniales et aux études postcoloniales, ainsi que les débats historiographiques s'y rapportant. Plus encore, il passe sous silence bien des travaux consacrés à l'histoire politique récente de la Martinique<sup>1</sup>. On sera dès lors surpris des confusions et nombreuses erreurs, parfois impardonnables (le suffrage universel sous le Second Empire, des acteurs politiques de gauche situés à droite, etc.), qui jalonnent le texte.

L'auteur reprend la thèse convenue d'Édouard Glissant d'une « colonisation réussie » des Antilles françaises. « L'outre-mer, écrit-il, ni espace colonial, ni espace souverain, profondément marqué par l'héritage de l'habitation, subit une domination extérieure déterminante, unique au monde, qui s'apparente à un héritage colonial, mais qui ne correspond à aucun concept moderne, une autre forme de domination, une colonisation des esprits, une colonisation qui emplit l'univers des représentations. » Outre que la référence à Porto Rico, ancienne colonie espagnole d'esclavage, devenue territoire américain, aujourd'hui tiraillée par sa relation institutionnelle avec les États-Unis, vient aisément soutenir la comparaison avec les Antilles françaises et démentir le préjugé de l'auteur, le raisonnement se révèle peu convaincant.

Tout au long du livre, L. Jalabert s'efforce à gros traits de mettre en tension la puissance de l'État avec « la résignation », « la passivité » ou « le conformisme politique » de l'opinion martiniquaise. Toutefois, pour séduisante qu'elle soit, se donnant l'apparence d'être sulfureuse, contestataire et dénonciatrice, bref militante, cette thèse d'une « colonisation réussie » ne résiste pas à l'analyse.

Elle requiert une acception hypostasiée du pouvoir de l'État, puissance totale, absolue, hégémonique, dotée, malgré la distance impliquée par la relation coloniale, d'une maîtrise complète et exhaustive d'espaces, eux-mêmes tenus pour transparents, unifiés et homogènes, sans tensions internes ni contradictions propres. Surtout, cette thèse suppose des populations intrinsèquement passives. Faussement persuasive, elle produit une réification des acteurs sociaux, dénués de subjectivité, sans rationalité propre, sorte de purs êtres agis par une puissance tutélaire qu'elle voudrait assurée du contrôle et de l'intelligence de ses effets, exerçant contre eux sa force de manière verticale et unilatérale. Enfin, cette thèse

postule naïvement une relation linéaire et statique, en face à face, entre État et société coloniale. Elle omet les effets de retour d'un espace à l'autre, les interactions et la dimension réactive, d'interlocution, pourrait-on dire, où l'un et l'autre se répondent en fonction des positions occupées et relativement à des intentions, des attentes mutuelles, loin de toujours coïncider.

En définitive, on regrettera que le livre n'ait pas questionné davantage l'historicité propre du choix de l'assimilation politique par ces colonies. Quel rôle vint y jouer l'histoire tortueuse des droits politiques et de la citoyenneté, comparativement aux autres territoires de la Caraïbe ? Satisfaire l'ambition d'explication demandait d'aborder ces questions. Car peut-on comprendre la Martinique d'aujourd'hui sans avoir vraiment compris son histoire coloniale et postesclavagiste ?

SYLIANE LARCHER

1 - Thierry MICHALON (dir.), *Entre assimilation et émancipation. L'outre-mer français dans l'impasse ?*, Rennes, Les Perséides, 2006.

